

## Terres polluées: Les communes n'aiment pas Walterre - 21-02-2020 07:00:00

WALLONIE -

**La révision du système de traçabilité des terres polluées confié à l'ASBL Walterre ne plaît pas aux communes wallonnes.**



Couvin, Donceel, Verlaine, Gerpinnes, Châtelet, Ittre, Spa,... La liste des communes qui ont voté – ou qui pourraient bientôt le faire – la motion pour la modification et le report de l'arrêté du gouvernement wallon relatif à la gestion et à la traçabilité des terres ne cesse de s'allonger. D'autres acteurs comme le bureau économique de la province de Namur ou l'intercommunale AIEG ont aussi approuvé cette motion.

### Trop de conflits d'intérêts

Lancée à l'initiative de l'ancien député PS et échevin des travaux d'Andenne, Vincent Sampaoli, son objectif est de bloquer le nouveau système de traçabilité des terres excavées mis en place en 2018 sous l'égide de Carlo Di Antonio, alors ministre de l'Environnement. Dans ce dossier, c'est "Walterre" qui focalise les critiques des communes.

Cette ASBL a remporté l'an dernier l'appel public pour la concession de services pour la certification et la traçabilité des terres excavées. Assez étonnamment, le conseil d'administration de cette ASBL est constitué par la Confédération de la Construction, la Fédération wallonne des entrepreneurs de voiries et un organisme de contrôle et de certification de matériaux de construction. Autant d'acteurs qui sont concernés au premier chef par la question des terres excavées. C'est pourtant cette ASBL qui jugera de la pertinence des analyses des terres et donc s'il faut dépolluer ou pas au frais du maître d'ouvrage (les communes notamment). Et sans possibilité de recours contre ces décisions, critique Vincent Sampaoli.

«*Cette ASBL c'est une arnaque*», avait déjà jugé l'échevin andennais lors du lancement de Walterre en septembre 2019. À tout le moins il y a comme un air de braconnier qui joue au garde-chasse, même si les acteurs concernés s'en défendaient à l'époque. Assurant qu'il y aurait «*une étanchéité totale*» entre le conseil d'administration et l'opérationnel de l'ASBL.

Le lobbying de plusieurs mandataires locaux et régionaux a retardé l'arrêté du gouvernement qui devait rendre opérationnel le nouveau système en novembre dernier.

L'arrêté est maintenant prévu pour le 1er mai, mais les signataires de la motion n'en veulent toujours pas. «*Le système actuel est déjà foireux, mais avec Walterre ce sera encore le cas*, dit Vincent Sampaoli. *Il y a trop de conflits d'intérêts.*»

Les communes espèrent désormais que la ministre Tellier, qui a repris le dossier, entendra leurs critiques et inquiétudes.

Nous avons tenté de joindre Isabelle Laurent, la présidente de Walterre. Sans succès.

**Des avis différents selon les labos: «Tout ça est nébuleux»**

*Je ne comprends pas comment la Région wallonne n'a pas son propre labo agréé et qu'il soit le seul à faire les analyses des terres», dit Philippe Busine. Le bourgmestre de Gerpennes ne digère pas le surcoût de... 1,2 million pour la dépollution de terres lors de la construction d'une voirie qui ne devait coûter que 940 000 euros au total. Le labo mandaté pour l'analyse n'avait pourtant rien relevé de particulièrement alarmant. Mais une autre analyse de l'entrepreneur révélait une pollution plus importante, aux hydrocarbures notamment. «Le problème c'est qu'on n'a pas toujours les mêmes analyses selon le labo et que tout ça est nébuleux, dit Philippe Busine. En plus, ces terres partent en Flandre pour être dépolluées, mais les normes y sont moins contraignantes et ne sont plus forcément considérées comme polluées.» Vincent Sampaoli va plus loin: des terres jugées polluées en Wallonie sont parfois simplement stockées un certain temps en Flandre avant d'être revendues comme bonnes terres. Et l'échevin andennais de relever la proximité des labos et de centres de dépollution qui sont souvent des filiales des entreprises de travaux. «Ce qu'on réclame c'est qu'on tienne compte de la première analyse des terres, sur le site, jusqu'au bout du processus, dit-il. Et s'il s'avère par la suite que c'est plus pollué, que ce soit une assurance qui, comme cela se passe en Flandre, assume le coût de la dépollution. L'assurance augmentera peut-être alors ses prix, mais au moins elle verra les entreprises qui jouent le jeu ou pas.»*

Alain WOLWERTZ, A.W. (L'Avenir)



### **Lavenir.net veille sur vos données personnelles**

Lavenir.net accorde la plus haute importance aux données personnelles que vous lui avez confiées. **Lire notre politique de confidentialité**

L'utilisation de cookies nous permet de personnaliser votre expérience sur notre site et d'analyser notre trafic. Nous partageons des informations sur l'utilisation de notre site avec de partenaires de médias sociaux, de publicité et d'analyse. **En savoir plus sur l'utilisation des cookies.**